

## Repenser le marché du travail libre dans le Brésil du XIXe siècle

In: Genèses, 9, 1992. pp. 120-137.

---

Citer ce document / Cite this document :

Bresciani Maria Stella, Taponier Suzanne, Arthus Hélène. Repenser le marché du travail libre dans le Brésil du XIXe siècle. In: Genèses, 9, 1992. pp. 120-137.

doi : 10.3406/genes.1992.1145

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1992\\_num\\_9\\_1\\_1145](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1992_num_9_1_1145)

---

# Repenser le marché du travail libre dans le Brésil du XIX<sup>e</sup> siècle

**Maria Stella Bresciani\***

\* Cet article est une partie de ma thèse de doctorat : *Liberalismo : ideologia e controle social. Um estudo sobre São Paulo de 1850 a 1910*, Université de São Paulo, 1976.

1. N.d.t. *Free labour market*, par opposition au marché du travail servile (*slave labour market*).

2. Celso Furtado, *A fantasia organizada*, 1985, p. 80.

3. Roger Bastide, Florestan Fernandes, *Branços e negros em São Paulo*, São Paulo, Cia. Editora nacional, 1955 ; Florestan Fernandes, *A integração do negro na sociedade de classes*, São Paulo, Difel, 1962 ; Octávio Ianni, *As metamorfoses do escravo*, São Paulo, Difel, 1962 ; Roberto Schwartz, *Ao vecedor as batatas*, São Paulo, Duas Cidades, 1977 ; Emília Viotti da Costa, *Da senzala a colônia*, São Paulo, Difel, 1969.

4. Maria Stella Bresciani, *Liberalismo*, op. cit.

5. Maria Sylvania de Carvalho Franco, *Homens livres na ordem escravocrata*, São Paulo, Instituto de Estudos Brasileiros, 1969 ; Robert Slanes, *The Democracy and Economics of Brazilian Slavery, 1850-1888*, Thèse de doctorat inédite, Stanford University, 1976 ; Izabel Marson, *O Império da ordem*, São Paulo, Brasiliense, 1989 ; Célia Marinho de Azevedo, *Onda negra, medo branco. O negro na imaginário das elites. Século XIX*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1987 ; Leila Mezan Algranti, *O feitor ausente. Estudo sobre a escravidão urbana no Rio de Janeiro, 1808-1822*, Rio de Janeiro, Vozes, 1988 ; Sylvia Hunold Lara, *Campos da violência. Escravos e senhores na capitania do Rio de Janeiro, 1750-1808*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1988 ; Sidney Chalhoub, *Visões da liberdade*, Cia. das Letras, 1990.

La formation d'un marché du travail libre<sup>1</sup> reste certainement l'un des enjeux les plus importants dans l'histoire des Amériques. Le fardeau de l'esclavage, dont témoigne la mémoire collective ou l'historiographie des anciennes colonies européennes, fut généralement considéré comme le terrible héritage de l'oppression et de la spoliation coloniales. Cette version de la conquête européenne et de la colonisation des Amériques s'est superposée à une autre, celle du refus de la population indigène à s'adapter au travail forcé et, par conséquent, le recours au marché des esclaves, ce qui mettait en lumière la force morale des Amérindiens par contraste avec la faiblesse innée de l'Africain, forgeant ainsi l'image d'une race destinée à l'esclavage.

Jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, l'historiographie brésilienne traditionnelle attribuait l'abolition de l'esclavage à l'intervention de politiciens célèbres de l'Empire et à la philanthropie de la famille royale. Cette interprétation s'est forgée à partir d'une série d'épisodes essentiellement politiques et, bien que remise en cause dans certains de ses éléments spécifiques, ne fut contestée que dans les années 1960 par des études cherchant à comprendre le processus plus vaste du développement économique national.

Les ouvrages pionniers de Caio Prado Junior (*História Econômica do Brasil*, 1945) et de Celso Furtado (*Formação Econômica do Brasil*, 1959) ont montré – quoiqu'à partir de points de vue divergents – la nécessité de tenir compte de l'insertion historique du Brésil dans l'économie mondiale. Tout en adoptant un cadre essentiellement national, chacun de ces ouvrages mit l'accent sur le rôle restrictif qu'ont joué les monopoles métropolitains (pendant les trois premiers siècles de la période coloniale) et le marché mondial sous domination anglaise (depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle) en tant que *facteur explicatif* d'une importance fondamentale pour l'histoire éco-

nomique de la région. La dimension latino-américaine de l'œuvre de Celso Furtado, associée avec les recherches entreprises par la Commission Économique pour l'Amérique Latine (la CEPAL, créée par les Nations Unies en 1948), a sans doute contribué à en faire un modèle pour des études ultérieures. En cherchant à expliquer le retard économique des pays latinoaméricains à l'intérieur de la dynamique de l'économie mondiale, les intellectuels dans la ligne de la CEPAL contribuèrent à formuler une Théorie de la Dépendance autour de la dichotomie centre-périphérie, qui, dans un certain sens, a repris le couple métropole-colonie, mais qui néanmoins permettait de passer de la "métropole politique" aux "métropoles économiques". Les concepts de "moderne" et de "en voie de développement" remodelant la dichotomie "développement/sous-développement", aux connotations nettement péjoratives, invitèrent à de nouvelles réflexions sur les "circonstances spécifiques dans lesquelles la technologie moderne a pénétré la périphérie"<sup>2</sup>.

Le vaste débat intellectuel et technique sur la reconstruction de l'Europe après la deuxième guerre avait suscité l'optimisme quant aux potentialités d'une croissance économique planifiée. Ce débat international a amené les intellectuels de la CEPAL à théoriser le besoin d'une constante intervention dans le processus expansionniste du capitalisme, qui se produisait aux dépens des pays de la périphérie. L'importance accordée aux intellectuels comme acteurs de la transformation sociale a fait des années 1950 et 1960 l'âge d'or des projets politiques pour le développement économique.

Suivant le chemin tracé par les chercheurs dans la mouvance de la CEPAL, d'autres études tentèrent d'identifier la "particularité" de la *structure économique* de la société brésilienne. Certains membres de ce que l'on appelait l'"École pauliste" de sociologie, ayant pour

chef de file Florestan Fernandes, solidement formés aux théories sociologiques marxistes et weberiennes, développèrent des modèles pour l'"explication scientifique" de la société brésilienne fortement marqués par le déterminisme économique<sup>3</sup>. A cause de l'influence de ces modèles et de ces théories sociologiques et économiques, la formation d'un marché du travail libre dans les colonies esclavagistes est resté un sujet de controverse pour les historiens.

Pendant la deuxième moitié des années 1970, de nouvelles études – dont ma propre thèse de doctorat<sup>4</sup> – examinèrent la formation d'un marché du travail libre au Brésil, en adoptant une position critique à l'égard de la rigidité des modèles sociologiques explicatifs. Sans rompre avec la théorie marxiste, ces ouvrages cherchèrent à élucider la complexité des luttes de pouvoir impliquant des forces multiples aux moments critiques, lorsque des propositions différentes pour la réorganisation de la société entrèrent dans l'arène politique. L'interaction entre les représentations sociales et les projets de société opposés divisa souvent des membres d'une même classe sociale qui se trouvaient alors défendre des propositions divergentes, tandis que des individus et des groupes de classes différentes appartenaient désormais au même camp politique. La découverte de ces repositionnements multiples, mise en évidence grâce à la méthode linguistique de l'analyse du discours et à la méthode philosophique de l'analyse conceptuelle, a révélé le carcan théorique de ce déterminisme économique et social qui rigidifiait l'interprétation des luttes politiques. De plus, l'utilisation de registres notariaux et de méthodes quantitatives a éclairé des aspects moins bien connus de la vie des esclaves et des pauvres libres dans les plantations et dans les villes<sup>5</sup>.

Ce débat entre interprétations divergentes quant à la place que tenait l'esclavage dans la société brésilienne et à la formation d'un marché du travail libre n'a rien perdu de son

actualité. Dans un livre publié en 1990, Jacob Gorender réaffirme énergiquement sa conviction de la primauté des structures économiques dans la détermination des formes d'organisation sociale et de pensée. Adoptant un point de vue strictement dogmatique et insuffisamment élaboré, Gorender disqualifie le travail des chercheurs qui continuent à refuser la "vérité historique des structures sociales"; il leur reproche de se laisser influencer par la "nature subjective de l'histoire sociale", fondée sur des "réalités non-brésiliennes", et de commettre ainsi ce qu'il appelle des "erreurs d'interprétation"<sup>6</sup>. La large audience dont jouit l'œuvre de Gorender est une claire démonstration du fait que le débat est toujours vivant, ainsi que la tendance à accepter des modèles explicatifs globaux qui non seulement réduisent l'histoire à un schéma fondamental mais également excluent toute pertinence de l'action humaine consciente.

En abordant la formation d'un marché du travail libre au Brésil, le présent article vise à introduire dans le débat une approche qui souligne le *caractère politique* des stratégies adoptées par les grands propriétaires fonciers des régions de plantations de café ainsi que par le gouvernement de la province de São Paulo. Plus précisément, il essaie d'analyser l'importance fondamentale de "l'action politique consciente des classes dominantes", informées par leur connaissance des débats politiques contemporains dans d'autres pays sur le même sujet. En examinant la politique d'immigration adoptée par les riches planteurs de café, notre étude avance que la plupart des décisions politiques d'inspiration libérale étaient fondées sur l'idée de l'immigré européen en tant que *modèle social* d'une main d'œuvre libre, puisque ces planteurs préféraient ceux qu'ils considéraient comme des travailleurs fiables et "disciplinés", déjà prolétariés dans leurs pays d'origine. Cette orientation des stratégies libérales a été renforcée par une attitude qui se voulait explicitement pédagogique, où le tra-



6. Jacob Gorender, *A escravidão reabilitada*, São Paulo, Atica, 1990.

7. Frederico Cesar Burlamaque, "Memória analítica acerca do comércio de escravos e acerca dos males da escravidão doméstica" in Graça Salgado (éd.), *Memórias sobre a escravidão*, Rio de Janeiro, Fundação Petronio Portella, 1988, p. 101-222; Joaquim Nabuco, *O abolicionismo*, 1883.

vailleur européen apparaissait non seulement comme le partenaire idéal dans des contrats de travail, mais aussi comme un partenaire-éducateur prêt à initier son employeur aux règles d'un nouveau rapport social.

Dans cette perspective, les libéraux "éclairés" se trouvaient converger avec les positivistes "scientifiques" et "dogmatiques" qui considéraient, eux aussi, l'introduction du travailleur libre européen comme l'une des conditions de base du progrès national. Ils partageaient un projet civilisateur dans lequel les concepts de travail libre et d'un État dégagé du poids de l'Église constituaient les fondements d'une société riche, libre et pleinement civilisée. Donc, l'un des buts les plus évidents de la politique d'immigration massive était d'attaquer l'attitude dominante négative envers le travail manuel, identifié à l'esclavage depuis plus de trois siècles. Cette considération idéologique était une pièce maîtresse de la perspective économique proposant l'intégration dans l'économie mondiale d'un Brésil moderne, libéré des contraintes coloniales.

Dans ce projet civilisateur, la monarchie, l'empereur, tout comme l'esclavage, étaient considérés comme des vestiges indésirables d'un passé qu'il fallait enterrer pour que le Brésil puisse se rapprocher des autres nations libres des Amériques. En ce sens, la propagande républicaine et la défense de l'immigration massive ont formé des attitudes qui cherchaient à surmonter un héritage perverti par le passé colonial. Les propriétaires fonciers républicains souhaitaient présenter un nouveau visage parmi les nations libres du monde, à travers une transformation intégrale, promue par des hommes nés libres, par le laissez-faire économique et par des institutions républicaines.

Les préjugés sociaux constituaient un autre aspect important du projet civilisateur -- partagé par les hommes d'État et les politiciens de l'Empire toutes tendances partisans réunies -- en ce qu'ils s'attaquaient surtout aux noirs, à

cause de l'image négative associée à l'esclavage. En effet, depuis le Premier Empire (1822-1831), les idées et les propositions abolitionnistes avaient été fortement marquées par des affirmations persistantes sur l'incapacité des esclaves et des affranchis à exécuter un travail qualifié s'ils n'étaient pas assujettis à une discipline stricte. Alors que certains, comme Burlamaque, proposaient, au nom de la Civilisation, le retour des anciens esclaves en Afrique, d'autres abolitionnistes défendaient l'exclusion provisoire des noirs du marché du travail. Ils justifiaient cette position en arguant qu'il faudrait une période relativement longue à l'esclave ou à l'affranchi pour s'adapter à un régime de travail contractuel<sup>7</sup>. Une fois définis les contours désirés du marché libre du travail, les préjugés sociaux et l'image de l'esclavage se sont secrètement conjugués pour exclure hommes et femmes noirs.

L'argument associant la dégradation du travail manuel dans les sociétés coloniales avec l'institution de l'esclavage s'est montré étonnamment fort. Bien sûr, un mélange de théories de la sélection naturelle et raciale était toujours présent dans les efforts pour disqualifier les noirs en tant que travailleurs libres. La notion d'une race considérée comme différente et inférieure dans ses caractéristiques physiques et mentales s'avéra suffisamment puissante pour supplanter l'image libérale d'un peuple en train de vivre les étapes initiales d'un même processus civilisateur. Après l'abolition, ces préjugés raciaux et sociaux ont fourni la justification idéologique servant à confiner les noirs au secteur sous-payé de la main d'œuvre non-qualifiée ou du travail temporaire. On vit même beaucoup d'esclaves qualifiés, qui jusque là monopolisaient officieusement le marché de l'artisanat, céder devant la concurrence croissante d'artisans immigrés ou disparaître avec l'augmentation de l'emploi urbain non-qualifié, tel que le chargement et le déchargement des trains et des bateaux.

En effet, les préjugés sociaux et raciaux sont devenus de puissants arguments au service de l'image d'un travailleur "idéal". Fort de ses qualités morales et de sa discipline de travail, ce travailleur idéalisé était censé constituer une force civilisatrice concrète. Bien que cette image fut rapidement détruite, autant par le comportement individuel du travailleur immigré que par le mouvement syndical au début du XX<sup>e</sup> siècle, le concept de "travailleur idéal" – formé par des principes libéraux de base aussi bien que par l'image contemporaine des pauvres en Europe – allait perdurer. Bien pire, malgré la rhétorique sur l'absence de préjugés raciaux au Brésil, cette justification idéologique, basée clairement sur des qualités négatives attribuées aux noirs, est toujours en vigueur aujourd'hui.

### **Le projet civilisateur**

La définition d'un projet politique inspiré du libéralisme et cherchant à projeter la nation dans *le temps historique* devrait être abordée de deux points de vue qui, bien que convergents à certains égards, étaient différents quant au type de gouvernement à même de réaliser ce projet. Je commencerai par examiner l'élaboration de politiques gouvernementales centrées sur l'image d'un "état civilisateur", tenu pour être le seul capable de guider la nation vers le progrès, étant donné son passé colonial récent et l'influence corruptrice des rapports esclavagistes de production. Il est intéressant de noter que ce rôle civilisateur attribué à l'État, bien que développé dans les dernières années de la monarchie, s'est maintenu dans ses grandes lignes après l'instauration du régime républicain en 1889. Ensuite, j'examinerai la formulation des politiques d'immigration par les planteurs de café de la province de São Paulo, en montrant comment la préférence pour la main d'œuvre libre européenne est devenue une composante inséparable du projet plus vaste reliant

l'idéal du progrès à la forme républicaine de gouvernement, tout en concevant l'homme blanc à la fois comme un travailleur noble et un citoyen républicain.

Tout en affirmant l'inspiration libérale du projet civilisateur, il demeure nécessaire de tenir compte également de la doctrine positiviste, à la fois comme une alternative plausible et comme une partie intégrante de la pensée bourgeoise du XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, la force des arguments libéraux fondés sur des principes individualistes – tels qu'ils s'expriment dans la conception contractuelle de la société, dans la précédençe de l'individu sur la nation au plan social ou de la municipalité sur le gouvernement central au plan administratif, dans la croyance que le travail libre produit des hommes disciplinés ou que l'instruction crée des citoyens conscients de leurs droits et de leurs devoirs, enfin dans l'acceptation d'une division internationale du travail – a dominé jusqu'à l'établissement d'une république décentralisée, avec sa défense et son apologie de la libre entreprise. Bien entendu, les positivistes et les libéraux s'accordaient sur beaucoup d'éléments dans le projet républicain, certains positivistes allant jusqu'à se joindre aux rangs du parti républicain en tant qu'activistes militants.

### ***L'État civilisateur***

Entre 1850 et 1914, le gouvernement de la Province (devenue État avec la République de 1889) de São Paulo est passé d'une position d'observation critique à une intervention explicite en faveur des grands planteurs de l'État. Sa préoccupation principale s'est déplacée de la construction d'un système de transport vers un rôle stratégique plus actif dans le soutien au projet d'immigration des planteurs, dans la dissémination de nouvelles techniques agricoles et dans l'introduction de nouvelles cultures.

Pendant cette période de soixante ans, les décisions de politique économique reposaient sur deux enjeux : 1) la formation d'un marché

du travail libre et 2) le doute quant à l'efficacité d'une économie fondée sur la monoculture du café et les latifundia. En effet, l'industrialisation en tant que solution économique apparaissait dans ces années seulement sous une forme complémentaire et n'a pris de l'importance que plus tard, avec la période de surproduction qui a frappé les zones de café à partir des années 1890. Dans l'articulation de ces deux thèmes, les politiciens ont adopté des stratégies rhétoriques centrées sur la notion de *crise*, qui mettait inévitablement en question les conceptions courantes du travail et de la propriété. L'image d'une crise imminente, que seule pouvait éviter l'intervention d'hommes capables d'interpréter le sens du progrès et de la civilisation dans l'Histoire, est devenue un argument convainquant là où d'autres se sont avérés insuffisants. La supériorité du travail libre sur l'esclavage a été démontrée à travers cette notion de crise, non seulement en raison d'une plus grande efficacité productive mais aussi à cause de l'immobilisation du capital investi dans l'achat d'esclaves. Bien entendu, le Président de la Province de São Paulo n'a jamais prouvé ces affirmations en les chiffrant. Il préféra les fonder sur le bon sens ou sur une idée reçue, constamment réactivée pendant cette période – celle du sous-emploi du travail servile dû au caractère intermittent des tâches tout au long du cycle de production. Des personnages publics ont souvent fait remarquer également l'impact négatif de l'entretien des esclaves âgés et improductifs, qui immobilisait du capital dans cette "marchandise *sui generis* ", lui opposant l'efficacité du capital qui ne rémunérait que le travail effectivement accompli.

Ainsi, en envisageant de faire disparaître le travail servile et, par extension, la possession d'esclaves, le projet civilisateur abordait là un domaine particulièrement sensible : l'inviolabilité de la propriété privée. L'argument le plus fort reposait sur l'idéal de progrès, qui,

selon les présidents provinciaux, impliquait la reformulation des rapports de travail en accord avec la *détermination de l'histoire*. Cette détermination, renforcée par la *loi naturelle des sociétés civilisées*, justifiait l'action politique de ceux qui défendaient les intérêts des électeurs même en leur absence<sup>8</sup>. Les décisions du gouvernement semblaient émaner d'une sorte d'*ordre mondial* supérieur, parant ainsi à toute intention contraire aux intérêts économiques de la province.

---

Selon le Président en place en 1872 : "A la suite de l'élimination du commerce d'esclaves africains [1850], les pensées de nos hommes d'Etat se tournèrent vers ce sujet [...]. Il est donc de la responsabilité du planteur prudent et méfiant, ainsi que du Gouvernement dans l'exercice de sa mission tutélaire, de promouvoir progressivement l'organisation du travail libre, afin que le pays puisse se trouver prêt lorsque le vote de ses législateurs réussira à exprimer les sentiments et les idéaux de l'époque".<sup>9</sup>

---

En caractérisant l'esclavage comme un héritage colonial regrettable, le gouvernement s'est lavé de toute responsabilité à l'égard de cette organisation du travail nuisible, condamnée par *l'esprit de l'époque*. Le travail libre ne constituait pas en soi le salut de l'agriculture de plantation, n'étant en réalité que partie intégrante d'un processus plus vaste de progrès technique, au même titre que la mécanisation et l'adoption de méthodes plus rationnelles, ce qui nécessitait en retour une division du travail plus élaborée. Il est aussi devenu clair que toute tentative de modernisation serait limitée par l'absence d'institutions de crédit pour financer à la fois l'agriculture et la formation professionnelle<sup>10</sup>.

L'administrateur public assumait donc un rôle double dans le projet civilisateur : il régnait selon les impératifs de l'époque, et il régnait en sachant qu'il détenait, en même temps que la classe des planteurs, une force de persuasion institutionnelle. Bien que l'on cite fréquemment de remarquables exemples d'initiatives individuelles, la distance séparant



8. Cf. "Protesto dos Lavradores, Proprietários de Escravos e Comerciantes da Vila de Araras [Province de São Paulo] contra o Projeto do Governo sobre o Elemento Servil" in Martinho Prado Jr., *In memoriam. Martinho Prado Jr. (1843-1943)*, São Paulo, 1943.

9. Rapport présidentiel de José Fernandes da Costa Pereira Jr., 1872, p. 78. Voir aussi le Rapport de Sebastião Pereira, 1877, p. 87-88.

10. Rapports présidentiels de Laurindo Abelardo de Brito, 1888, p. 27 et suiv. ; Antônio da Costa Pinto Silva, 1871, p. 37-43 ; José Fernandes da Costa Pereira Jr., 1872, p. 78-79 et 91 ; Albuquerque Lins, 1912, p. 45-46.

11. Rapport de José Fernandes da Costa, 1872, p. 81.



ces quelques hommes progressistes et la majorité des “planteurs ordinaires” fut comblée par le rôle tutélaire de l’acteur politique. Dans son rapport de 1872, le Président a fait remarquer :

[...] dans les circonstances actuelles du pays, à la suite de la promulgation de la loi du 28 septembre 1871 [loi de la procréation libre], il faut accorder un soin particulier – que ce soit de la part de simples personnes privées ou de celle des gouvernants – à un effort sérieux de promotion de l’immigration, et un soin égal à l’éducation des esclaves qui obtiennent leur liberté, afin d’avancer dans le remplacement du travail servile, de telle manière que l’agriculture et le bien public ne soient pas menacés par manque de bras ou par l’absence des pratiques intelligentes et bénéfiques des meilleurs modes de culture<sup>11</sup>.

La politique gouvernementale chercha à intégrer au marché du travail toute personne disponible : la descendance libre des esclaves, les affranchis, les Indiens, les immigrés et les “indigènes” sans propriété. Tous devaient se transformer en travailleurs des plantations. Cependant, ces efforts s’essouflèrent rapidement. En effet, pendant toute cette période qui vit l’élimination progressive de l’esclavage, la position des planteurs resta ferme, et souvent déterminante pour la politique publique. L’opinion du propriétaire rural d’esclaves faisait loi non seulement par rapport aux enfants émancipés par le Statut de 1871, mais aussi en ce qui concernait le sort des esclaves affranchis par le Fonds d’Émancipation.

---

La sévérité des règles répressives dans la loi du 28 septembre 1885 qui régula l’extinction progressive de l’élément servile” et préconisait des “règles sages et prudentes” vaut d’être soulignée : “L’individu affranchi par le Fonds d’émancipation doit demeurer pendant une période de cinq ans dans la municipalité où fut accordée sa manumission ; l’affranchi qui se trouve sans emploi doit se faire embaucher ou louer ses services dans le délai prescrit par la police, qui prendra les mesures adéquates à l’expiration de cette période lorsque les conditions stipulées ne sont pas remplies; l’implantation de colonies agraires, réglementées par une discipline militaire, est autorisée dans plusieurs régions de l’Empire ou dans des provinces frontalières, pour recevoir les désœuvrés”.

---

Bien entendu, si quiconque fut jamais opposé à ces stratégies, ce fut l’esclave lui-même, qui transforma cette forme de liberté “conditionnelle” en “manumission immédiate et inconditionnelle”. Un mois avant la signature de la loi du 13 mai 1888, le Président de la province de São Paulo décrit la menace apparente représentée par la fuite massive des esclaves des plantations et par le nombre élevé d’esclaves affranchis concentrés dans les centres urbains, et revient sur les problèmes liés à l’adaptation de la main-d’œuvre affranchie et “indigène”. Le Président attribuait une large part de responsabilité à “la négligence des planteurs eux-mêmes”, jugeant qu’ils exagéraient les difficultés à faire travailler ces hommes. L’affranchi pauvre, l’*agregado*, disparut bientôt des rapports présidentiels, pour réapparaître dans le rôle du *capanga* (l’homme de peine), qui partageait déjà la scène avec les travailleurs étrangers dans des situations où les propriétaires fonciers se trouvaient engagés dans de violents conflits, soit entre eux soit avec des institutions d’État.

Dans ces circonstances où les planteurs s’opposaient nettement à l’emploi d’anciens esclaves ou de Brésiliens pauvres, l’autre solution que représentait l’immigré émergea comme la seule stratégie capable de maintenir le taux de croissance dans l’agriculture et, par conséquent, de repousser la crise prévue. Néanmoins, l’immigration de travailleurs européens n’avait rien de nouveau pour les entrepreneurs de l’agriculture. Déjà dans les années 1850, des rapports présidentiels décrivaient de premières initiatives, en général des cas isolés de “planteurs désireux de remplacer leurs esclaves par des travailleurs libres”. C’étaient des initiatives privées, parfois subventionnées par l’Assemblée provinciale ou par le gouvernement impérial. La situation resta inchangée pendant les années 1870, le gouvernement assumant la responsabilité de l’installation de colons sur de petites propriétés, et les planteurs celle de projets de colonisation privés qui

cherchaient à approvisionner les plantations en ouvriers agricoles. Dans ces deniers cas, les activités de colonisation échappaient au contrôle gouvernemental, l'État n'intervenant que lorsque des conflits violents éclataient entre ouvriers et propriétaires dans les plantations. Lorsqu'il s'agissait de l'immigration vers les grandes plantations de café, le gouvernement servait de garant des contrats passés entre planteurs et gouvernements étrangers. Bien entendu, les hommes politiques dans la période impériale et au début de la période républicaine partageaient avec les planteurs la conviction que le travailleur européen remplissait toutes les conditions nécessaires à la régénération du travail manuel, dégradé pendant plus de trois siècles par l'esclavage.

---

L'avis exprimé par le Président de la Province dans son discours de 1888 résume le consensus de l'époque : "Il faut bien noter le rangement ordonné des outils du *colono* [immigrant], l'ordre et la propreté de sa modeste demeure. Les immigrés italiens en général sont de bons travailleurs, les hommes, femmes et enfants se dévouant à toute les tâches nécessaires sans se préoccuper de questions de vanité"<sup>12</sup>.

---

### ***Le projet républicain***

Les républicains cherchèrent essentiellement à éradiquer l'"anarchie" politique et administrative associée au régime impérial, et à amener progressivement la nation à une sorte d'équilibre par l'institution d'un régime républicain. Pour renforcer leurs positions, les républicains critiquaient durement les aspects essentiels de la structure institutionnelle de l'Empire. L'Église catholique, en tant que religion officielle, faisait obstacle à l'entrée d'immigrés protestants comme les Allemands et les Suisses, tenus pour être les travailleurs les plus ordonnés et appliqués. En même temps, l'absence de registres civils de naissance, de mariage et de décès, privait les immigrés non-catholiques de toute existence légale dans le pays. Le manque d'intérêt et d'investissements dans l'école publique maintenait la majorité de



12. Rapport présidentiel de Rodrigues Alves/Dutra Rodrigues, 1888, p. 65.

13. J. Quirino, "A Lavoura", *Gazeta de Campinas*, 4 novembre 1869.

14. "Manual do Súdito Fiel", Editorial anonyme in *Gazeta de Campinas*, 27 novembre 1884.

15. F. Quirino Santos, "Colonização", *Gazeta de Campinas*, 9 juin 1870.

16. "Manual do Súdito Fiel", *op. cit.*

la population dans l'ignorance, lui barrant l'accès à la connaissance considérée comme nécessaire au bon travailleur et au citoyen de tout pays civilisé. En réalité, pour les républicains, c'était toute la structure institutionnelle qui empêchait le pays d'entrer dans la communauté des pays civilisés du XIX<sup>e</sup> siècle.

En 1870, alors que fleurissaient les propositions visant à dépasser la situation anormale dans laquelle se trouvait l'Empire, l'aile radicale du Parti libéral fonda le Parti républicain. La République, en tant que *forme institutionnelle* la plus adaptée aux temps modernes, trouvait son fondement dans l'histoire elle-même, en tant que *vérité de l'époque*.

Le Manifeste Républicain opposait l'inefficacité de la monarchie à la perspective d'une République, dont les grandes lignes s'appuyaient sur les lois de l'histoire et des propositions efficaces destinées à corriger les problèmes fondamentaux de la société brésilienne : "Lorsque les gens, dans la conquête d'un droit ou la poursuite d'une liberté, sont désillusionnés par l'inefficacité de l'action gouvernementale, ils invoquent l'impulsion de leur propre libre arbitre et font les premiers pas sur le chemin de l'initiative individuelle".

Selon les républicains, l'initiative individuelle signifiait le développement d'une conscience qui serait bientôt consolidée par l'action collective, en formant "l'esprit d'association, le lien de solidarité entre intérêts, le point de contact pour l'échange et le commerce des idées et un puissant stimulant des coutumes et des fondements de la sociabilité"<sup>13</sup>. Quant à l'offre de main d'œuvre agricole, les républicains affirmaient que la question dépassait de loin le simple remplacement de l'esclavage par le travail libre, et impliquait la transformation radicale des pratiques agraires.

Petit à petit, des articles de la presse républicaine amenèrent les planteurs à se percevoir comme un groupe ayant des intérêts communs et dont les activités devaient être menées dans des conditions défavorables.

L'image de la *crise* est également devenue un élément central et décisif de l'argumentation républicaine, une crise provenant, selon les prévisions, d'un processus irréversible de "modernisation de l'agriculture" qui, bien que phénomène mondial, frappait plus particulièrement le Brésil. Partant de la prémisse que "la clé d'un problème si lourd de conséquences quant au sort d'une nation entière ne peut plus rester dans les faibles mains des hommes d'état," les républicains poussaient les planteurs à s'unir afin de résoudre la grave question du travail. Les alternatives au travail servile furent examinées de telle manière qu'on arrivât à une seule conclusion inévitable : la nécessité d'importer de la main d'œuvre d'Europe.

A l'égard des affranchis, l'opinion républicaine considérait qu'"[...] une grande partie des planteurs, habituée à l'autorité absolue, ne condescendrait jamais à traiter des affaires avec ceux qui avaient été leur propriété privée et qui ignorent tout d'un contrat industriel ou commercial"<sup>14</sup>. En même temps, les républicains ne voyaient pas une solution plausible dans l'emploi de prolétaire brésiliens : "Sans aucun doute nous possédons une abondance de gens qui pourraient être employés; mais même cette abondance ne permet pas de se passer de l'immigration, et ces travailleurs ne peuvent se trouver un emploi sûr, exposés comme ils le sont aux vexations de notre misérable organisme politique [...]. Il faut éduquer le peuple comme il se doit, mais ne pas fermer la porte aux citoyens exemplaires qu'enverront d'autres pays comme un remède pour sauver notre principale industrie"<sup>15</sup>.

Sur l'immigré, son recrutement en Europe et son emploi dans l'agriculture, le discours républicain définissait une position claire et durable :

Les colonies, si c'est cela que désirent nos planteurs, seront composées d'étrangers qui seront blancs, consciencieux dans leurs devoirs et motivés à travailler.<sup>16</sup>

Pendant toute la campagne républicaine, la résistance à l'intégration au processus de production d'anciens esclaves ou même des Brésiliens libres mais pauvres se manifestait dans un débat durable, qui associait les préjugés

sociaux aux postulats "scientifiques" quant à l'influence du milieu sur les qualités physiques et intellectuelles d'un peuple. La question prit un tour différent lorsque les républicains lancèrent des attaques frontales contre le gouvernement impérial qui, avec ses lois inefficaces, son intolérance religieuse et son incapacité à créer des droits civiques égaux pour les étrangers, a rendu difficile à mettre en oeuvre la seule solution à ce qu'on appelait une "crise économique profonde". Bref, les républicains ont réussi à esquiver la question de l'utilisation de la main d'œuvre brésilienne indigène en ajoutant à l'idée d'une crise économique celle de crise politique. La solution pour le Brésil reposait donc désormais sur l'immigration européenne et sur le régime républicain.

### Préjugés sociaux, préjugés raciaux

Malgré l'idéalisation de l'immigré européen, les nouveaux arrivants n'entraient pas tout à fait dans le rôle qui leur était attribué par le discours de la politique d'immigration massive. La version idéalisée et monolithique du travailleur européen ne tarda pas à perdre de son exemplarité. Bien entendu, parmi les immigrés qui débarquaient au Brésil, il y en avait qui étaient habitués au travail dur, avaient des habitudes morales et un comportement positifs, et étaient désireux d'améliorer la condition qui avait été la leur en Europe, où ils étaient "écrasés par la misère, les armées et de lourds impôts". Cependant, il y avait parallèlement à ce type idéal, l'immigré qui se montrait "sans ambition et peu disposé à travailler", désillusionné par les difficultés de s'adapter au travail rural après un passé souvent urbain.

La fréquence des accusations et des plaintes des immigrés envers les propriétaires terriens révèle qu'eux aussi étaient venus au Brésil avec des ambitions qui souvent ne coïncidaient pas avec les attentes des planteurs.



17. Voir aussi Michael Hall, *The Origins of Mass Immigration in Brazil, 1871-1914*, Thèse de doctorat inédite, Columbia University, 1969.

18. Joachim Nabuco cité par Thomas Skidmore, *Black into White : Race and Nationality in Brazilian Thought*, New York, Oxford University Press, 1974, p. 22.

19. Cf. I. Marson, *O Império da ordem*, *op. cit.*

20. Maria Manuela Carneiro da Cunha, *Negros, estrangeiros*, São Paulo, Brasiliense, 1984.

21. F. Fernandes, R. Bastide, *Branços e negros em São Paulo*, *op. cit.*, ch. 9: "Manifestações do preconceito de cor".

22. Après 1850, lorsque le commerce d'esclaves fut enfin brisé, les Africains d'origine brésilienne furent obligés de remplacer leurs cargos d'esclaves par l'huile de palme et d'autres produits de l'Afrique occidentale d'usage courant dans les provinces du nord-est Brésil, surtout Bahia. Les échanges intenses entre les commerçants de Lagos et Bahia continuèrent jusqu'à la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque le réseau commercial de ces riches brésiliens retournés en Afrique fut détruit par l'arrivée sur la scène des sociétés européennes, la construction des chemins de fer et la dissémination du racisme. Des fonctions exercées auparavant par des noirs avec l'appui des Anglais devinrent à cette époque la propriété exclusive d'européens. *Ibidem*, p. 137-142.

Plusieurs raisons se trouvaient à l'origine des frictions entre planteurs et immigrés : le non-respect des contrats de travail, les mauvaises conditions de travail et de vie dans les plantations, la frustration à la suite d'une propagande mensongère répandue en Europe, et, surtout, le refus de la condition de simple salarié dans les plantations. La possibilité pour les immigrés de devenir de petits propriétaires dans les Amériques a déclenché une polémique, toujours implicite dans les rapports gouvernementaux, autour de l'instabilité de la base économique constituée par les latifundia de monoculture<sup>17</sup>.

Ces conflits obligèrent souvent les planteurs à rechercher l'aide du gouvernement, ce qui créa un précédent pour l'intervention directe du secteur public dans la sphère de la production. Ils alimentèrent le débat naissant fondé sur le vieux préjugé d'inspiration libérale à l'encontre de l'individu dont la seule propriété était son propre corps. L'idée préconçue concernant la pauvreté fut d'abord dirigée contre l'esclavage, comme l'illustrent les paroles de Joachim Nabuco, l'un des plus ardents défenseurs de l'abolition :

Si une nation ne peut progresser qu'en utilisant le travail forcé d'une caste extra-légale, elle n'est alors seulement qu'une première approximation d'un état indépendant et autonome. Si une race ne peut se développer sous une latitude qu'en obligeant une autre race à la nourrir, cela signifie que cette race n'a pas encore tenté de s'acclimater [...]. Mettre fin à l'esclavage serait un acte de prévoyance et de justice. Il ferait surgir des qualités dans notre caractère national et lancerait la nation dans une ère de progrès et de travail libre, qui serait la véritable période de notre développement définitif et de notre réelle indépendance.<sup>18</sup>

Selon Joachim Nabuco, qui rejoignait sur ce point les partisans de l'immigration, la transformation de l'ancien esclave en travailleur libre n'était qu'une possibilité éloignée. De son point de vue, les siècles d'esclavage avaient marqué si profondément l'homme noir qu'il lui était impossible de se reconnaître comme l'un des partenaires d'un

contrat de travail. Il paraissait ignorer le mouvement de retour en Afrique parmi les anciens esclaves du nord-est du Brésil, où, contrairement au sud et au sud-ouest, la perspective d'employer des affranchis dans un marché du travail libre existait en fait<sup>19</sup>. En stimulant la formation d'une "classe" d'affranchis dépendants – puisque quelques années de plus de travail non-rémunéré pour le maître ajoutaient au prix de la manumission – les planteurs et les hommes politiques du nord-est cherchaient un moyen rapide et non-violent de transformer des hommes habitués au joug de l'esclavage en main d'œuvre libre.

### **L'environnement physique et la société des hommes**

Dans son intéressant ouvrage, l'anthropologue Manuela Carneiro da Cunha montre comment, à partir des années 1830, les affranchis se trouvaient face à un choix : se soumettre au travail agricole dans des conditions proches de l'esclavage, rester dans les villes malgré une situation à tous égards difficile, ou quitter le pays et retourner au pays d'origine<sup>20</sup>. Ceux qui choisissaient cette dernière solution avaient des moyens suffisants pour payer la traversée de l'océan et s'établir comme commerçants à Lagos, sur la côte occidentale de l'Afrique. Ils étaient encouragés par les autorités brésiliennes, qui partageaient l'idéal à la mode à l'époque parmi l'élite instruite, celui du "nettoyage" de la population<sup>21</sup>.

Adoptant une position apparemment paradoxale, ceux qui retournèrent en Afrique ont rapidement trouvé une place dans le circuit du commerce international, en important du tabac et du rhum des Amériques et en exportant des esclaves africains vers la côte brésilienne<sup>22</sup>. En un certain sens, le débat autour du mouvement de retour en Afrique correspondait au débat simultané autour de la persistance de l'esclavage dans la nation brési-

lienne récemment émancipée. Plusieurs rapports parlaient des façons d'éliminer cet obstacle social et politique à la mise en place d'une nation qui devait être régie par des institutions libérales. Écrits dans les années 1820 et 1830, ces rapports rejoignent la position des abolitionnistes britanniques contemporains, en recommandant l'élimination progressive du commerce des esclaves et l'adoption de mesures propres à encourager la manumission.

Ce fut Frederico Burlamaque qui suggéra clairement que les noirs qui réussissaient à s'affranchir devaient retourner en Afrique<sup>23</sup>. Pour Burlamaque, cela signifiait l'élimination de "la peste de l'esclavage", une maladie qui était à la racine de tous les maux, capable de plonger une nation dans une guerre civile chaotique. Inspiré par l'expérience américaine de la recolonisation du Libéria par d'anciens esclaves, Burlamaque proposa l'implantation de colonies d'affranchis qui seraient supervisées par le gouvernement brésilien. Son objectif était, d'une part, de retrouver la dignité du travail manuel – "les professions industrielles", disait-il – et, d'autre part, d'assurer les importations nécessaires de denrées qui seraient produites dans ces colonies. En termes politiques, il s'agissait de transformer le Brésil en une société d'affranchis qui ne serait plus divisée entre oppresseurs et opprimés. De plus, il cherchait à effacer toute trace de "l'ignoble pouvoir colonial" (celui du Portugal), qui faisait obstacle à l'amélioration matérielle et intellectuelle de la population brésilienne.

Fortement nourri des théories concernant le pouvoir déterminant de l'environnement physique sur l'homme et sur la culture, Burlamaque développa l'idée que l'adaptation totale des Africains au Brésil restait impossible. Selon lui, des différences de race, de culture et de climat rendaient inutile toute tentative de faire accéder les Africains aux valeurs de la culture occidentale. Bien que son projet de recolonisation ne réussit pas à obtenir le



23. F. C. Burlamaque, "Memória analítica [...]", *op. cit.*

24. *Ibid.*

25. *Gazeta de Campinas*, 29 mai 1884.

26. "Idéias Uteis", *Gazeta de Campinas*, 19 février 1884.

27. T. Skidmore, *Black into White*, *op. cit.*, p. 21-27.

28. "Imigração Chinesa. Mensagem do Centro Positivista Braileiro a S.Ex. o Embaixador do Celeste Império Junto aos Governos da França e Inglaterra", Rio de Janeiro, 1881; "Question Franco-Chinoise. Adresse des Positivistes Brésiliens à S. Ex. l'Ambassadeur Chinois en Occident", Rio de Janeiro, 1884. En français dans l'original.

soutien du gouvernement, Burlamaque représentait l'opinion de beaucoup de Brésiliens cultivés lorsqu'il formulait le besoin de *nettoyer* le Brésil de son passé colonial et de l'intégrer dans la communauté des nations civilisées<sup>24</sup>.

Plus tard dans le siècle, avec la dissémination de la propagande abolitionniste et républicaine, l'exclusion des noirs du marché du travail fut exprimée sans ambiguïté : "Venez, travailleurs de toutes les parties du monde, sauf ceux de l'Afrique"<sup>25</sup>. Un autre immigré potentiel encore fut ajouté à la liste d'indésirables : le Chinois. La répudiation de l'immigration chinoise renforça l'image idéale du prolétaire européen, et souleva une vive polémique entre les libéraux et les positivistes. Bien que "la solution chinoise" ait été envisagée dans le débat sur la formation d'un marché du travail libre, de fortes objections apparurent qui comparaient ses effets négatifs prévisibles à l'option prise au XVI<sup>e</sup> siècle en matière de commerce africain.

---

Un article de la presse républicaine est allé jusqu'à réprimander les autorités publiques d'avoir permis que "des individus qui représentent une valeur dans les calculs financiers de ce pays exhibent dans les rues l'immoralité d'une scandaleuse indigence, tandis que, loin de chez nous, nous essayons de trouver un travailleur indolent par nature, quelqu'un qui par la force de l'habitude est un immigré nuisible à l'amélioration de la race et néfaste pour nos habitudes et nos coutumes, le chinetoque [...]"<sup>26</sup>

---

Même ceux qui défendaient l'immigration chinoise n'y voyaient qu'une population qui ne prendrait pas racine définitivement dans le pays et donc une solution de transition entre la main d'œuvre des esclaves et celle des immigrés européens<sup>27</sup>. En 1881, au sommet de la campagne en faveur de l'immigration, le Centre Positiviste brésilien publia un pamphlet réitérant sa position contre l'immigration chinoise, fondée sur les différences d'environnement et de culture entre le Brésil et la Chine. Miguel Lemos, l'un des chefs des

positivistes brésiliens, réaffirma cette position en 1884. En citant la devise d'Auguste Comte : "Il faut subordonner la Politique à la Morale", Lemos signalait

la véritable origine de cette désastreuse politique coloniale que le gouvernement français s'efforce de développer, sous le prétexte spécieux de porter au loin les bienfaits de la civilisation, indirectement basé sur les divagations immorales et pseudo-scientifiques des docteurs darwinistes prêchant l'exploitation et la destruction des faibles par les forts<sup>28</sup>.

La croyance en l'influence déterminante de l'environnement physique sur la culture humaine fut renforcée par des concepts du darwinisme social, qui prétendait démontrer la supériorité innée des Européens du nord. Acceptées par un large public dans les cercles intellectuels au Brésil et en Europe, les théories déterministes, qui mettaient au centre de la réflexion le jeu entre l'hérédité et l'environnement, accréditaient l'idée d'un effet débilitant des conditions géographiques et climatiques dans la plus grande part du territoire brésiliens. C'est ainsi que se trouvaient mêlées des considérations d'ordre technique et scientifique avec d'autres, d'ordre social et racial. Après tout, la modernisation économique du pays exigeait des hommes capables de faire marcher des machines, de maîtriser de nouvelles technologies et de s'adapter aux transports modernes. Le progrès, qui ne se limitait pas à la sphère économique puisqu'il fallait qu'il s'accompagne de culture, de bonnes manières et d'un comportement respectueux envers la loi, exigeait des hommes très avancés sur "l'échelle de la civilisation". Bref, au nom du *progrès* et de la *civilisation*, et en tant qu'arme contre la *crise* de main d'œuvre, des préjugés raciaux pénétrèrent insidieusement les arguments en faveur de l'immigration européenne. Du point de vue des administrateurs de l'Empire, le travailleur européen avait un rôle éducatif, devait apprendre au propriétaire d'esclaves à se comporter en patron dans le contexte d'un contrat de travail, devait incar-

ner les valeurs de la société civilisée et remplir le rôle de citoyen de l'Empire. Chez les républicains, on lui conférait également le rôle d'un professeur qui devait démontrer aux brésiliens pauvres la *valeur anoblissante du travail*, servant de modèle de l'homme moderne – travailleur discipliné et citoyen républicain.

### ***Le déterminisme scientifique et le racisme***

Un autre aspect de ces théories scientifiques déterministes devint plus apparent après le 15 novembre 1889, lorsque l'institution de la République brésilienne révéla la difficulté de vérifier les présupposés libéraux. La décentralisation accordait l'indépendance administrative aux états de la fédération, mais elle fournissait aussi une réponse satisfaisante à la notion positiviste du démembrement de la nation en plusieurs pays d'étendue géographique limitée et de plus grande homogénéité dans la composition de leurs populations. Les rêves d'une "Patria Paulista" (Nation Pauliste), épousés par une faction importante des militants républicains de São Paulo pendant les vingt années de leur campagne, trouva un vague écho dans l'autonomie garantie par la Constitution de 1891. Malgré des critiques républicaines et la distorsion inhérente à leurs traductions brésiliennes, la "main invisible" prévue par Adam Smith ou "l'État veilleur de nuit" de la formule de Karl Marx avaient orienté l'action politique des institutions impériales. Bien entendu, ces idéaux ne furent sérieusement mis à l'épreuve que sous la République lorsque, dans le contexte d'une situation politique mondiale changeante, la *question sociale* a fini par ébranler mêmes les plus fermes convictions libérales.

Si le coût de la prévention devait toujours s'avérer moins élevé que celui de la répression, il ne se limitait plus aux simples calculs comptables d'un utilitariste anglais comme Edwin Chadwick, confronté la résurgence des épidémies dans la Grande-Bretagne des années 1830<sup>29</sup>. Face à la force apparente du



29. Cf. François Beguin, "Les machineries anglaises du confort", in Lion Murard, Patrick Zylberman (éds), "L'haleine des faubourgs. Ville, habitat et santé au XIX<sup>e</sup> siècle", *Recherches*, n° 29, 1978.



mouvement de la classe ouvrière anglaise ou des révoltes populaires en France pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, ce type de "comptabilité" s'étendait également au calcul politique, évaluant les menaces qui pesaient sur les institutions existantes. Alors que le libéralisme économique était communément accepté à la fin du siècle pour sa défense de la libre entreprise, il était à repenser dans le domaine du contrôle social à l'égard de la population laborieuse.

La construction de la République, tout en proposant la participation politique sans restrictions à la moitié masculine de la "Nation brésilienne", exigea aussi une vigilance constante envers les administrations gouvernementales. A un certain niveau, l'idée de *former* des travailleurs et des citoyens républicains exprimait la notion éclairée de modeler les esprits par l'instruction et le travail utile; à un autre niveau, cette idée exprimait la notion utilitariste de la nécessité de la discipline envers des hommes pas tout à fait rationnels et moraux. Dans ce projet civilisateur, l'image dégradée du noir ancien esclave, travailleur indiscipliné, instinctif et adepte de cultes barbares se perpétua en tant que fardeau d'un héritage colonial à dépasser, révélateur du côté obscur de la société brésilienne.

L'abolition de l'esclavage et l'avènement de la République placèrent l'ancien esclave dans une nouvelle situation : il était destiné à devenir citoyen brésilien. Bien que mal définie, cette citoyenneté supposait une participation au marché du travail stable ainsi qu'une expérience de la liberté dans la sphère publique. Une partie de la population des anciens esclaves et des blancs pauvres resta dans les plantations comme *agregados* (travailleurs résidents) ou *capangas* (hommes de peine), mais la plupart d'entre eux se tournèrent vers les villes afin de tourner le dos à leur ancienne condition servile. Rester dans la plantation, c'était perpétuer une forme de sujétion dégradante.

Dans les villes, cependant, ils rencontrèrent une situation de sujétion double : ils n'étaient pas retenus pour les offres de travail fixe et ils étaient réprimés par la police lorsqu'ils passaient leurs heures de loisir dans les rues ou les jardins publics. Des théories raciales et eugéniques s'allièrent au caractère socialement honteux du travail manuel, surtout dans une ville diversifiée du point de vue économique et ethnique comme São Paulo.

Le manque d'occasions d'emploi rendait le rejet social des noirs encore plus évident, et les poussait vers des occupations marginales qui étaient moins acceptables pour les blancs pauvres. En effet, ils étaient en concurrence avec les immigrés pour des emplois dans le transport du café et d'autres produits, à São Paulo et dans le port de Santos. Ils partagèrent avec d'autres déracinés l'habitat précaire des quartiers pauvres de la ville. Or, une différence importante faisait barrage à l'intégration des travailleurs noirs et des blancs : en tant que Brésiliens, les noirs manquaient de canaux démocratiques de représentation politique, ce qui les amena à chercher dans la société civile des espaces qui compensent une vie publique inexistante. Plusieurs sortes d'associations apparurent dans le quartier de Barra Funda, en vue de développer la notion d'une communauté ethnique construite autour de ce qu'on appelait les "tantes africaines". Plus tard, lorsque la répression policière des cultes afro-brésiliens rompit les liens de solidarité religieuse, la production de la musique d'inspiration africaine vint restructurer le tissu d'identité culturelle dans les bars, les dancings et les rues où vivaient les noirs.

Le quartier de Barra Funda qui poussa le long des principales voies ferrées de l'état de São Paulo, présentait déjà au début du XX<sup>e</sup> siècle les traits typiques de la ségrégation raciale : avec sa population à dominante noire, bien que comprenant en petit nombre des immigrés blancs, principalement des

Italiens, ce quartier devint peu à peu un véritable territoire noir<sup>30</sup>. Un réseau complexe de relations sociales, avec son propre code interne, fit du quartier une cible privilégiée des activités policières. Les critiques et les préjugés dirigés contre le quartier provenaient non seulement des habitants blancs et riches de la ville, mais aussi de “l’élite pauliste noire”, qui critiquait la culture africanisée ainsi que la résistance des noirs pauvres aux valeurs de la “société civilisée”. Pourtant, cette élite trouvait sa place dans la société urbaine sur la base d’une expérience de vie bien différente. Tandis que pour les noirs pauvres, la constitution d’une “communauté séparée” avec sa géographie précise représentait une forme de résistance à la discrimination raciale, l’élite noire dirigea sa lutte contre les préjugés en démontrant sa capacité d’assimiler les comportements “civilisés” typiques.

L’élite noire chercha aussi à exprimer sa position dans les journaux et les revues, en essayant toujours de montrer l’excellent niveau intellectuel de ses membres en net contraste avec le “primitivisme” musical des noirs pauvres dispersés partout dans la ville. Cette élite ne cherchait pas dans la ségrégation raciale une base de résistance, mais bien plutôt, en se fondant sur les principes libéraux garants des institutions républicaines, elle protestait directement contre l’interdiction de leur présence dans les lieux publics tels que les salons de coiffure, les bars, les théâtres et les magasins<sup>31</sup>.

## Conclusions

Repenser la formation du marché du travail libre dans le Brésil du XIX<sup>e</sup> siècle nécessite de rompre avec les interprétations fondées sur des modèles explicatifs marqués par le déterminisme économique, particulièrement présent chez les chercheurs de formation sociologique. Cela implique donc une



30. José Carlos Gomes da Silva, *Os suburbanos e a outra face da cidade. Negros em São Paulo, 1900-1930. Cotidiano, lazer e cidadania*, Thèse de mestrado, UNICAMP, 1990.

31. *Ibid.*

relecture des sources ainsi qu'une critique systématique des arguments utilisés pour convaincre les contemporains d'une crise sociale et économique imminente aux proportions catastrophiques. Cette interprétation permet de voir comment le projet d'immigration et la propagande républicaine ont suivi le même chemin, en se servant d'arguments économiques pour soutenir les aspirations politiques d'une partie de la classe dominante dans sa quête du pouvoir. Bien entendu, ce fut un projet politique avec un objectif double : d'une part, maintenir la prépondérance économique des planteurs de café du sud-ouest grâce à l'établissement d'institutions républicaines, d'autre part, projeter sur l'immigré européen l'image du citoyen républicain, idéalisé en tant que travailleur discipliné, respectueux de l'ordre public. Cet double objectif des républicains les éloignait de la politique d'immigration du gouvernement impérial car, du point de vue républicain, la monarchie elle-même était un obstacle au progrès matériel du pays et à son développement intellectuel sur le chemin de la civilisation. En d'autres termes, la monarchie suspendait l'histoire et paralysait tout.

Cependant, pour repenser la formation d'un marché du travail libre, il faut également aller plus loin que l'abolition de l'esclavage, le 13 mai 1888, et la proclamation de la République, le 15 novembre 1889. Il resterait à confronter d'une part la *question sociale* que posa l'arrivée des immigrants européens ainsi que la *question sociale* plus ancienne qui couvait sous les cendres de l'esclavage avec,

d'autre part, l'exclusion de l'homme noir du droit civil au travail et du droit politique à la citoyenneté. Dans cet article, j'ai signalé le conflit que recèle la différence entre l'immigré réel et sa contrepartie idéalisée, créée par la campagne pour l'immigration. J'ai également montré un conflit plus subtil qui concerne les travailleurs noirs, souvent atténué dans sa dimension politique par l'idée fallacieuse de la démocratie raciale au Brésil.

Un regard sur la ville de São Paulo à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles, nous montre le symbole urbain de la force civilisatrice déployée par l'entrepreneur brésilien et l'immigré européen. Dans cette ville, les interstices de l'État libéral permettaient l'émergence d'enclaves noires composées d'une population que le marché du travail et les valeurs sociales bourgeoises n'avaient pas réussi à absorber. Réduits à la fonction de main d'œuvre de rechange dans les tâches dures et irrégulières de charger et de décharger les trains, obligés de gagner péniblement leur vie dans le secteur des services comme vendeurs ou domestiques, les noirs – qu'ils soient hommes, femmes ou enfants – établirent des territoires à l'écart du reste de la ville. Dans une ville majoritairement blanche comme São Paulo, le développement de ces territoires noirs demeurerait pratiquement la seule solution pour des Noirs refusant de se soumettre à un ordre social qui exigeait d'eux le rejet total de leur héritage africain.

*Traduction  
de Susan Taponier et Hélène Arthus*